

**GUIDE DU MÉCANISME
D'EXAMEN
DES MARCHÉS PUBLICS**

Janvier 2000

Si vous avez des questions concernant le mécanisme d'examen
des marchés publics du Tribunal, veuillez vous adresser au :

Tribunal canadien du commerce extérieur
Division de l'examen des marchés publics
Standard Life Centre
333, avenue Laurier Ouest
Ottawa (Ontario)
K1A 0G7

Téléphone : (613) 990-1988
Télécopieur : (613) 992-3686

Accessible au site Web du Tribunal au www.tcce.gc.ca

This document is also available in English.

TABLE DES MATIÈRES

EXAMEN DES MARCHÉS PUBLICS — PARTIE I

Introduction	1
Contexte	1
Définitions	4
Examen des marchés publics — Mandat du Tribunal	6
Plaintes	6
Délai pour le dépôt d'une plainte	11
Procédure expéditive	13
Rejet de la plainte	13
Procédure d'examen	14
Protection des renseignements confidentiels	14
Effets des plaintes sur l'adjudication et l'exécution des marchés	15
Décision	15

EXAMEN DES MARCHÉS PUBLICS — PARTIE II

<i>Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur</i>	17
<i>Règlement concernant les enquêtes du Tribunal canadien du commerce extérieur sur les plaintes relatives aux marchés publics déposées par les fournisseurs potentiels</i>	25
<i>Règles de procédure du Tribunal canadien du commerce extérieur</i>	29
 Annexe 1	 44
Annexe 2	45
Annexe 3	46

PARTIE I

La partie I offre un résumé des principaux éléments du mécanisme d'examen des marchés publics du Tribunal.

INTRODUCTION

Aux termes de l'*Accord de libre-échange nord-américain*¹ (l'ALÉNA), de l'*Accord sur le commerce intérieur*² (l'ACI) et de l'*Accord sur les marchés publics*³ (l'AMP), les signataires et le gouvernement fédéral du Canada, respectivement, doivent établir un organisme indépendant chargé d'examiner les contestations des offres. Conformément à la *Loi de mise en œuvre de l'Accord de libre-échange nord-américain*⁴, le Tribunal canadien du commerce extérieur (le Tribunal) est l'organisme chargé d'examiner les contestations des offres (plaintes) au Canada. Le Parlement a légiféré pour s'assurer que les marchés publics visés par l'ALÉNA, l'ACI ou l'AMP, ou les trois, sont adjugés selon une procédure ouverte, juste et transparente qui, dans la mesure du possible, maximise la concurrence. Il peut arriver qu'un fournisseur potentiel ait des raisons de croire qu'un marché a été adjugé ou est sur le point d'être adjugé de façon irrégulière ou illégale, ou qu'on lui a, à tort, refusé un marché ou la possibilité de soumissionner pour en obtenir un. Le Tribunal permet aux fournisseurs potentiels, préoccupés par la validité de la procédure des marchés publics visés par l'ALÉNA, l'ACI et l'AMP, d'obtenir réparation.

CONTEXTE

● L'ACI

À titre de Partie à l'ACI, le gouvernement fédéral s'est engagé à offrir à tous les fournisseurs canadiens un accès égal aux marchés publics du gouvernement fédéral en vue d'obtenir des marchés visant des catégories précises de produits et de services (y compris les services de construction) achetés par 97 ministères et organismes fédéraux et 7 entreprises publiques énumérés dans l'ACI. En ce qui a trait au gouvernement fédéral, l'ACI s'applique

1. Signé à Ottawa (Ontario) les 11 et 17 décembre 1992, à Mexico, D.F., les 14 et 17 décembre 1992 et à Washington, D.C., les 8 et 17 décembre 1992 (en vigueur au Canada le 1^{er} janvier 1994).
2. Fait à Ottawa le 18 juillet 1994.
3. Signé à Marrakech le 15 avril 1994 (en vigueur au Canada le 1^{er} janvier 1996).
4. L.C. 1993, ch. 44.

aux marchés publics d'une valeur équivalente ou supérieure à 25 000 \$ lorsque ces marchés portent principalement sur des produits, et à ceux d'une valeur de 100 000 \$ lorsqu'ils portent principalement sur des services, y compris des marchés de services de construction.

Essentiellement l'ACI interdit au gouvernement fédéral d'exercer de la discrimination entre les produits ou services d'une province ou d'une région et les fournisseurs de tels produits ou services et ceux d'une autre province ou région. L'ACI impose des règles de procédure visant à promouvoir l'accès égal aux marchés publics pour tous les fournisseurs canadiens.

• L'ALÉNA

À titre de Partie à l'ALÉNA, le Canada s'est engagé à offrir aux fournisseurs des États-Unis et du Mexique une chance égale de livrer concurrence aux fournisseurs canadiens en vue d'obtenir des marchés visant des catégories précises de produits et de services (y compris les services de construction) achetés par 100 ministères et organismes fédéraux et 11 entreprises publiques énumérés dans l'ALÉNA.

L'ALÉNA s'applique aux marchés publics d'une valeur équivalente ou supérieure à un certain seuil monétaire. Le seuil applicable aux marchés publics passés par les ministères et organismes gouvernementaux pour les produits, les services, ou pour toute combinaison des deux, est de 80 900 \$, alors qu'il est de 10,5 millions de dollars pour les marchés de services de construction. Les seuils monétaires applicables aux marchés publics passés par les entreprises publiques sont de 404 600 \$ pour les produits, les services, ou pour toute combinaison des deux, et de 12,9 millions de dollars pour les marchés de services de construction. En ce qui a trait aux marchés publics passés par les ministères et organismes du Canada et des États-Unis pour les marchés de produits, le seuil monétaire est de 37 200 \$. Ces seuils sont révisés périodiquement, conformément aux dispositions de l'ALÉNA en matière d'indexation et de conversion.

L'ALÉNA garantit que les produits et les fournisseurs de ces produits, tout comme les fournisseurs de services, originaires du Canada, des États-Unis et du Mexique, auront droit au traitement national et ne feront pas l'objet de discrimination. L'ALÉNA impose des règles de procédure dont l'objectif est de favoriser la transparence, la prévisibilité et la concurrence dans les achats du secteur public.

- **L'AMP**

À titre de Partie à l'AMP, le Canada s'est engagé à offrir aux fournisseurs des pays signataires une chance égale de livrer concurrence aux fournisseurs canadiens en vue d'obtenir des marchés visant des catégories précises de produits et de services (y compris les services de construction) achetés par 100 ministères et organismes fédéraux et les entreprises publiques énumérés dans l'AMP.

L'AMP s'applique aux marchés publics d'une valeur équivalente ou supérieure à un certain seuil monétaire. Le seuil applicable aux marchés publics passés par les ministères et organismes gouvernementaux pour les produits, les services, ou pour toute combinaison des deux, est de 261 200 \$, alors qu'il est de 10,0 millions de dollars pour les marchés de services de construction. Ces seuils sont révisés périodiquement, conformément aux dispositions de l'AMP.

L'AMP garantit que les produits et les fournisseurs de ces produits, tout comme les fournisseurs de services, originaires du pays des signataires, auront droit au traitement national et ne feront pas l'objet de discrimination. L'AMP impose des règles de procédure dont l'objectif est de favoriser la transparence, la prévisibilité et la concurrence dans les achats du secteur public.

- **Règlement et Règles**

Le Tribunal dispose d'un règlement et de règles détaillés concernant le dépôt d'une plainte (voir l'annexe 3), la procédure à suivre devant le Tribunal et les délais pour les diverses étapes du processus d'examen. Le Règlement et les Règles ont été publiés dans la *Gazette du Canada* et dans *Marchés publics*, les publications officielles du Canada dans lesquelles les avis sont signifiés aux termes de l'ALÉNA, de l'ACI et de l'AMP. Le Règlement et les Règles peuvent être mis à jour, s'il y a lieu, et toute modification en découlant sera publiée dans la *Gazette du Canada*. Les fournisseurs potentiels devront se tenir au courant de toute modification.

Il importe de signaler aux lecteurs que le présent guide vise à leur fournir des renseignements qui leur permettront de comprendre le fonctionnement du mécanisme d'examen du Tribunal. Des renseignements détaillés n'y sont pas fournis. Des extraits des lois pertinentes se trouvent à la fin du présent guide et doivent être lus attentivement avant le dépôt de toute plainte. Des efforts seront déployés pour tenir la présente publication à jour, mais il ne sera

peut-être pas toujours possible de le faire. Les textes faisant autorité, et qui ont été utilisés pour l'élaboration du présent guide, sont l'ALÉNA, l'ACI, l'AMP, la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur* ainsi que le Règlement et les Règles y afférents.

DÉFINITIONS

Les définitions suivantes vous permettront de mieux comprendre le mécanisme d'examen du Tribunal :

« ACI »

Accord sur le commerce intérieur

« ALÉNA »

Accord de libre-échange nord-américain, défini à l'article 2 de la Loi de mise en œuvre de l'Accord de libre-échange nord-américain

« AMP »

Accord sur les marchés publics

« avocat »

Toute personne qui agit au nom d'une partie au cours d'une procédure

« avocat inscrit au dossier »

Avocat inscrit au dossier d'une partie, conformément aux règles

« contrat spécifique »

Contrat relatif à un marché de fournitures (produits) ou de services, qui est précisé par règlement, ou qui fait partie d'une catégorie réglementaire

« envoyer »

Transmettre par porteur, par courrier recommandé, par télécopieur ou par tout autre moyen électronique pouvant fournir au destinataire une copie imprimée du document, du renseignement ou de l'avis

« fournisseur potentiel »

Tout soumissionnaire — même potentiel — (soumissionnaire ou soumissionnaire éventuel) d'un contrat spécifique

« institution fédérale »

Ministère ou département d'État fédéral ainsi que tout autre organisme, désigné par règlement

« intéressée »

S'appliquant à « partie », le terme vise tout fournisseur potentiel ou toute personne ayant un intérêt économique direct dans l'affaire en cause dans une plainte

« intervenant »

Partie intéressée que le Tribunal a autorisée à intervenir dans toute procédure de plainte

« jour ouvrable »

Jour qui n'est ni un samedi ni un congé férié

« Loi »

Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur

« Marchés publics »

Publication intitulée *Marchés publics*

« membre »

Membre titulaire, vacataire ou suppléant nommé au Tribunal

« ministre »

Ministre des Finances

« plainte »

Plainte déposée auprès du Tribunal

« prescrit »

Prescrit par règlement

« président »

Président du Tribunal

« publication »

Publication énumérée dans la liste du Canada aux sections A et B de l'annexe 1010.1 de l'ALÉNA, à l'annexe II de l'AMP sous l'intertitre Canada, ou telle que désignée par le Canada aux termes de l'article 506.3 de l'ACI, ou les trois

« Règlement »

Règlement sur les enquêtes du Tribunal canadien du commerce extérieur sur les marchés publics

« Règles »

Règles du Tribunal canadien du commerce extérieur

« SIOS »

Service des invitations ouvertes à soumissionner

« Tribunal »

Tribunal canadien du commerce extérieur

**EXAMEN DES
MARCHÉS PUBLICS
— MANDAT DU
TRIBUNAL**

● **Mandat**

Le Tribunal doit recevoir les plaintes portant sur n'importe quel aspect de la procédure des marchés publics, faire enquête et prendre des décisions.

Le Tribunal entend les plaintes déposées aux termes de l'ALÉNA, de l'ACI ou de l'AMP. Les plaintes portant sur des marchés publics non visés par l'ALÉNA, l'ACI ou l'AMP doivent être soumises aux institutions fédérales responsables des marchés publics ou aux tribunaux pertinents.

● **Rôle**

Afin de statuer sur une plainte, le Tribunal doit déterminer si l'institution fédérale responsable du marché public qui fait l'objet de l'examen a respecté les obligations prescrites dans l'ALÉNA, l'ACI ou l'AMP, ou dans les trois, et toute autre règle de procédure prévue au Règlement.

PLAINTES

● **Oppositions visant
une institution
fédérale**

Un fournisseur potentiel qui éprouve des difficultés concernant un marché public est invité à communiquer d'abord avec l'institution fédérale appropriée. Le fait qu'une opposition a été soumise à une institution fédérale, puis rejetée ou refusée, n'empêche pas un fournisseur potentiel de formuler la même opposition auprès du Tribunal, à condition que les critères de dépôt d'une plainte et les délais prescrits soient respectés.

- **Plaintes déposées auprès du Tribunal**

La procédure est engagée devant le Tribunal par le dépôt d'une plainte. Pour que les fournisseurs potentiels jouissent d'une marge de manœuvre maximale à cet égard, la plainte ne doit pas être présentée selon une forme particulière. Néanmoins, certains renseignements doivent être fournis pour que la plainte soit admise. Ces exigences sont précisées ci-dessous.

Il est facile et peu coûteux de déposer une plainte auprès du Tribunal. Toutefois, un plaignant peut retenir les services d'un avocat s'il le désire. En règle générale, une plainte doit être déposée auprès du Tribunal au plus tard dans les 10 jours ouvrables suivant la date à laquelle les faits à l'origine de la plainte ont été découverts ou auraient dû vraisemblablement être découverts.

Le Tribunal accuse réception de toutes les plaintes. Lorsqu'une plainte satisfait aux critères régissant le dépôt des plaintes, la procédure suit les étapes suivantes.

- Un exemplaire de la plainte est envoyé par le Tribunal à l'institution fédérale concernée et à l'entreprise à laquelle le marché a été adjugé, le cas échéant.
- Dans les cinq jours ouvrables suivant le dépôt de la plainte, le Tribunal doit décider s'il enquêtera ou non. Dans tous les cas, un avis d'enquête est publié dans *Marchés publics* et la *Gazette du Canada*.
- L'institution fédérale répond dans les 25 jours suivant la réception d'un avis l'informant du dépôt d'une plainte, en déposant auprès du Tribunal un rapport de l'institution fédérale, accompagné d'une déclaration qui aborde de façon détaillée toutes les questions à l'origine de la plainte.
- Sur réception de la déclaration, le Tribunal en fait parvenir un exemplaire au plaignant et à tous les intervenants.
- Dans les sept jours suivant l'envoi de la déclaration, le plaignant et tous les intervenants peuvent faire parvenir au Tribunal leurs commentaires sur la déclaration.
- Le Tribunal transmet aux parties tout commentaire reçu au sujet de la déclaration.

- Parallèlement à ces procédures, le personnel du Tribunal chargé de l'examen des plaintes se penche sur la plainte. Les résultats de cet examen sont exposés dans le rapport d'investigation du personnel qui, une fois terminé, est déposé au dossier et envoyé aux parties en cause afin d'obtenir leurs commentaires. Les observations des parties sur le rapport d'investigation du personnel doivent habituellement être transmises au Tribunal dans les cinq jours suivant l'envoi du rapport aux parties.
- Tous les renseignements recueillis lors des étapes susmentionnées sont soumis au Tribunal. Si le Tribunal croit disposer de suffisamment de renseignements pour prendre une décision, il le fera.
- Si les renseignements sont insuffisants, ou s'ils sont contestés, le Tribunal peut, de sa propre initiative ou à la demande d'une partie, exiger la tenue d'une audience, qui peut comprendre une conférence préparatoire à l'audience. Les parties sont avisées de ces décisions et peuvent être appelées à témoigner sous serment ou à faire une affirmation solennelle. Il y a alors transcription intégrale des délibérations.
- Nonobstant ce qui précède, le Tribunal peut, à n'importe quelle étape de la procédure, décider que le dossier est complet et rendre une décision au sujet de la plainte. Un exemplaire de la décision est envoyé au plaignant, à l'institution fédérale et à tous les intervenants. Un exemplaire de la décision est aussi mis à la disposition d'autres personnes qui en font la demande. Les décisions du Tribunal peuvent faire l'objet d'une révision judiciaire par la Cour fédérale du Canada.

Qui peut déposer une plainte?

Tout fournisseur potentiel (un soumissionnaire ou un soumissionnaire éventuel) peut déposer une plainte auprès du Tribunal concernant un contrat spécifique.

Sur quoi peut porter une plainte?

Le Tribunal examine les plaintes portant sur les appels d'offres et l'adjudication effective ou proposée de contrats spécifiques. Les contrats spécifiques prévus au Règlement sont ceux décrits au chapitre 10 de l'ALÉNA, au chapitre cinq de l'ACI et dans l'AMP. Une plainte peut porter sur n'importe quel aspect de la procédure des marchés publics et toucher une ou plusieurs règles de procédure énoncées dans le chapitre 10 de l'ALÉNA, dans le

chapitre cinq de l'ACI ou dans l'AMP, ou dans les trois. Par exemple, des spécifications présumément restrictives, l'omission d'une exigence requise, des facteurs d'évaluation ambigus ou mal définis et l'application incohérente ou erronée de critères d'évaluation sont des questions qui peuvent faire l'objet d'une plainte.

Certaines questions ne peuvent toutefois pas faire l'objet d'une plainte, notamment :

Contrats non spécifiques

Toute plainte portant sur autre chose qu'un contrat spécifique.

Adjudication de contrats de sous-traitance

Les plaintes portant sur l'adjudication de contrats de sous-traitance ne sont pas examinées, sauf dans des circonstances très restreintes lorsque le contrat est accordé par le gouvernement ou en son nom, comme lorsqu'un entrepreneur agit à titre d'acheteur pour le gouvernement.

Questions qui, aux termes de la loi, doivent être réglées par d'autres organismes

Le Tribunal n'examine pas les plaintes portant sur des questions qui, aux termes de la loi, doivent être réglées par d'autres organismes. Par exemple, les différends à savoir si une entreprise répond aux critères du Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi sont réglés par le ministère du Développement des ressources humaines.

Questions soumises aux tribunaux

En règle générale, le Tribunal ne rend pas de décision au sujet d'une plainte si la question fait l'objet d'une contestation devant un tribunal compétent ou si la question a été tranchée par une telle cour. Toutefois, à la demande d'une cour, le Tribunal peut rendre une décision au sujet d'une plainte.

Exécution d'un marché

Le Tribunal n'examine pas les plaintes liées à l'exécution d'un marché comme, par exemple, l'admissibilité d'un entrepreneur à des dédommagements supplémentaires ou la décision d'un ministère de ne pas exercer ses options.

Où déposer une plainte?

Les plaintes doivent être adressées au secrétaire du Tribunal et envoyées par la poste, par voie électronique ou par porteur, ou encore livrées en personne.

Présentation de la plainte

Il n'y a pas de forme prescrite pour le dépôt d'une plainte. Des mémoires officiels et d'autres formulaires techniques ne sont pas requis. Toutefois, les plaintes doivent être formulées par écrit. Elles doivent être concises et logiques et doivent contenir les renseignements suivants :

- Les coordonnées du plaignant, le contrat spécifique visé et l'institution fédérale chargée de l'adjudication du marché. Le Tribunal doit obtenir ces renseignements pour établir que le plaignant est un fournisseur potentiel et que la plainte a trait à un contrat spécifique. Cette condition doit être remplie avant que le Tribunal accepte d'examiner la plainte.
- Un énoncé clair et détaillé des motifs (motifs d'ordre juridique) de la plainte et des faits à l'appui. La plainte doit être présentée de façon que le lecteur puisse comprendre, sans qu'on lui fournisse d'explications supplémentaires, la raison de la plainte. Les événements, y compris les délais et les dates, qui constituent les faits à l'origine de la plainte, doivent être fournis. Les dispositions de l'ALÉNA, de l'ACI ou de l'AMP, ou des lois, qui ont été présumément enfreintes doivent être énoncées, si elles sont connues. Les faits à l'appui de toutes allégations doivent également être identifiés.
- Une déclaration concernant la nature de la réparation demandée. Cette déclaration doit comprendre les attentes du plaignant si le Tribunal détermine que la plainte est fondée.
- L'adresse du plaignant où peuvent être envoyées les notifications et autres communications relatives à la plainte.
- Tous les renseignements et les documents pertinents que le plaignant a en sa possession. Ceci peut inclure la demande de proposition ou la description des travaux, toute correspondance pertinente et tout autre document pertinent.

Le Tribunal ne considère pas la plainte comme déposée et n'accepte pas de l'examiner tant que tous ces renseignements ne lui ont pas été fournis. Le Tribunal avise le plaignant lorsqu'il détermine que la plainte n'est pas conforme.

***Renseignements
confidentiels***

Les plaignants doivent s'assurer d'identifier et d'organiser correctement les renseignements publics et confidentiels qu'ils présentent au Tribunal. À cet égard, le Tribunal a adopté des dispositions détaillées et précises qu'il appliquera consciencieusement.

Lorsqu'une partie présente des documents contenant des renseignements qu'elle désire garder confidentiels, la partie doit fournir au Tribunal ce qui suit :

- une déclaration identifiant les renseignements que la partie veut garder confidentiels avec l'explication à l'appui;
- un résumé non confidentiel des renseignements confidentiels en termes suffisamment précis pour permettre d'en comprendre la substance (par exemple, une version des renseignements qui masque les renseignements confidentiels);
- un ensemble de documents contenant des renseignements confidentiels et portant la mention « confidentiel » ou « *confidential* » et un ensemble de documents dans lequel les renseignements confidentiels ont été supprimés.

***Avis de réception et de
dépôt d'une plainte***

**DÉLAI POUR LE
DÉPÔT D'UNE
PLAINTÉ**

Le Tribunal avise le plaignant de la réception d'une plainte. Le dépôt d'une plainte fera aussi l'objet d'un avis écrit.

La procédure d'examen peut retarder l'acquisition ou la livraison de produits et de services requis par le gouvernement. Par conséquent, afin de réduire au minimum les répercussions négatives de ces retards, des délais ont été fixés pour le règlement des plaintes. Ces délais offrent aux plaignants une période raisonnable pour déposer les plaintes. Dans des circonstances exceptionnelles, le Tribunal peut examiner des plaintes qui n'ont pas été déposées dans les délais réglementaires.

En règle générale, un fournisseur potentiel qui dépose une plainte auprès du Tribunal doit le faire dans les 10 jours ouvrables suivant la date où il a découvert ou aurait dû vraisemblablement découvrir les faits à l'origine de la plainte.

Si un fournisseur potentiel a présenté une opposition à l'institution fédérale concernée, il peut déposer une plainte auprès du Tribunal dans les 10 jours ouvrables suivant la date où il a pris connaissance, directement ou par déduction, du refus de l'institution fédérale de prendre des mesures correctives, à condition qu'il ait présenté son opposition dans les 10 jours ouvrables mentionnés au paragraphe précité.

Dans des circonstances indépendantes de la volonté du plaignant ou lorsque, compte tenu de toutes les circonstances entourant le marché public, y compris la bonne foi du fournisseur potentiel, une

plainte soulève une question de nature systémique, le Tribunal examine toute plainte qui n'a pas été déposée dans les délais réglementaires, à condition que ces plaintes soient déposées au plus tard dans les 30 jours suivant la date où le fournisseur potentiel a découvert ou aurait dû vraisemblablement découvrir les faits à l'origine de la plainte. Lorsqu'un plaignant invoque des circonstances indépendantes de sa volonté, ces raisons doivent être justifiées dans la documentation fournie au Tribunal.

- **Calcul des délais**

Pour le calcul des délais établis par le Tribunal, énoncés dans les Règles ou prescrits par le Règlement, le jour à compter duquel la période prescrite débute n'est pas compté, mais le dernier jour de la période est compté à moins qu'il ne s'agisse d'un samedi ou d'un jour férié observé dans la province dans laquelle une réponse ou le dépôt des documents doit être fait, auquel cas la période inclut le jour ouvrable suivant. Lorsque la période prescrite ou permise est de huit jours ou moins, tout samedi ou jour férié n'est pas compté.

- **Prorogation des délais**

Le Tribunal peut, pour des considérations d'équité et dans des circonstances exceptionnelles, proroger tout délai établi aux termes des Règles. Cela ne s'applique toutefois pas au dépôt d'une plainte. Les prorogations des délais ne peuvent, en aucun cas, prolonger la procédure d'examen des marchés publics au-delà de 135 jours après le dépôt d'une plainte.

- **Signification du mot « dépôt »**

Une plainte est considérée comme déposée à la date où le Tribunal la reçoit à condition qu'elle soit conforme aux exigences prescrites dans la Loi ou, si la plainte n'est pas conforme, à la date où le Tribunal reçoit l'information sur les points à corriger précisés.

Il y a dépôt des rapports et des documents à la date où ceux-ci sont reçus par le Tribunal. La date d'envoi des rapports et autres documents est celle apparaissant sur le cachet des services postaux du Canada, des États-Unis, du Mexique et de tout autre signataire. Les cachets d'oblitération apposés par des machines à affranchir ne sont pas acceptés comme preuve de la date d'envoi. La date d'envoi d'un télégramme est la date à laquelle il a été transmis pour une première fois par une entreprise télégraphique et la date indiquée sur le télégramme par la société télégraphique est présumée être la date de la première transmission. La date d'une télécopie est la date et l'heure auxquelles la transmission complète est reçue par le télécopieur du Tribunal.

- **Dépôt de documents en retard**

Une décision concernant une plainte n'est pas retardée parce qu'une des parties a omis de déposer des documents dans les délais réglementaires, et le non-respect de ces délais peut entraîner le règlement de la plainte sans que le Tribunal tienne compte des documents déposés en retard.

PROCÉDURE EXPÉDITIVE

Il peut être important de régler une plainte en moins de temps que les 90 jours habituels. Les Règles prévoient donc une procédure expéditive. Toutes les parties peuvent demander le recours à la procédure expéditive, mais une telle demande doit être présentée par écrit au Tribunal dans les 3 jours suivant le dépôt de la plainte. Le Tribunal décide dans les 2 jours suivant la date de réception de la demande si la cause se prête à la procédure expéditive en tenant compte des raisons justifiant une telle demande, de la complexité de la cause et de la charge de travail du Tribunal. Lorsque la procédure expéditive est utilisée, les délais habituels pour la présentation des divers rapports et commentaires ainsi que pour la décision du Tribunal sont écourtés. Aux termes de la procédure expéditive, l'institution fédérale doit déposer son rapport dans les 10 jours suivant la date où elle est avisée de la décision du Tribunal d'appliquer la procédure expéditive. Les commentaires du plaignant et de tout intervenant concernant le rapport de l'institution fédérale doivent être déposés auprès du Tribunal dans les 5 jours suivant la date de l'envoi du rapport au plaignant par le Tribunal, et la décision du Tribunal doit être rendue dans les 45 jours suivant la date du dépôt de la plainte.

REJET DE LA PLAINTÉ

Le Tribunal peut rejeter une plainte pour l'un ou l'autre des motifs suivants :

- la plainte ne s'appuie sur aucun fondement valable;
- la plainte ne porte pas sur un marché public passé par une institution fédérale;
- la plainte n'est pas déposée dans les délais prévus par le Règlement ou les Règles;
- le plaignant omet de déposer les renseignements exigés par le Tribunal.

PROCÉDURE D'EXAMEN

● Généralités

La procédure d'examen est engagée lorsqu'une plainte est déposée auprès du Tribunal. La séquence des événements mentionnée précédemment décrit le déroulement complet de l'enquête. La mesure dans laquelle toutes les étapes de la procédure sont suivies, y compris la conférence préparatoire à l'audience et l'audience même, est fonction de la nécessité de recourir à chacune des étapes pour permettre au Tribunal de disposer de suffisamment de renseignements pour prendre une décision.

● Conférence préparatoire à l'audience

Une conférence préparatoire à l'audience peut avoir lieu à la discrétion du Tribunal ou à la demande du plaignant, de l'institution fédérale concernée ou d'un intervenant. La conférence permet de préciser certains points et les faits et de mieux comprendre la position de chacune des parties. Il n'y a pas, lors de conférences préparatoires, de procédures officielles comme des transcriptions, des témoignages sous serment et des contre-interrogatoires. Toutes les parties sont invitées à y participer.

● Audience

Les procédures, lors d'une audience, sont plus officielles. Des témoins peuvent être appelés à témoigner sous serment ou à faire une affirmation solennelle, et il y a transcription intégrale des délibérations. Une audience peut avoir lieu pour diverses raisons, notamment parce qu'il faut régler un différend portant sur des faits précis aux fins de résolution de la plainte, différend que le Tribunal ne peut régler en se fondant sur le dossier. Si une des parties refuse de se présenter à une telle audience ou si un témoin ne répond pas à une question pertinente, le Tribunal peut tirer des conclusions défavorables au sujet de la partie qui refuse de collaborer et prendre toute mesure supplémentaire dont il dispose en sa qualité de cour supérieure d'archives. Une audience doit être demandée le plus tôt possible lors de la procédure d'examen.

PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS CONFIDENTIELS

Dans le cadre de toutes les causes du Tribunal, ce dernier compile un dossier public qui peut être consulté dans les locaux du Tribunal. En outre, toutes les parties doivent s'attendre à ce que des exemplaires des documents publics qu'ils présentent au Tribunal soient remises par ce dernier aux autres parties à la procédure. Le Tribunal fournit un exemplaire des documents, sauf lorsque la non-divulgence des renseignements est permise ou exigée par la loi.

Lorsqu'une partie présente des documents contenant des renseignements qu'elle désire garder confidentiels, la partie doit fournir au Tribunal ce qui suit :

- une déclaration identifiant les renseignements que la partie veut garder confidentiels avec l'explication à l'appui;
- un résumé non confidentiel des renseignements confidentiels en termes suffisamment précis pour permettre de les comprendre (par exemple, une version des renseignements qui masque les renseignements confidentiels);
- un ensemble de documents contenant des renseignements confidentiels et portant la mention « confidentiel » ou « *confidential* » et un ensemble de documents dans lequel les renseignements confidentiels ont été supprimés.

EFFETS DES PLAINTES SUR L'ADJUDICATION ET L'EXÉCUTION DES MARCHÉS

Lorsque l'institution fédérale responsable du marché public est avisée qu'une plainte a été déposée avant l'adjudication d'un marché, le Tribunal peut ordonner à cette dernière de différer l'adjudication du marché jusqu'au règlement de la plainte. Toutefois, si l'institution fédérale certifie par écrit au Tribunal, avant l'expiration du délai réglementaire, que l'acquisition est urgente ou qu'un retard de l'adjudication du marché pourrait être contraire à l'intérêt public, le Tribunal doit annuler une telle ordonnance. L'enquête se poursuit tout de même. Le Tribunal n'a pas le pouvoir de retarder l'exécution de tout marché adjudgé.

DÉCISION

Conformément à la procédure établie, le Tribunal peut rendre une décision en tout temps pendant la procédure d'examen.

Le Tribunal détermine la validité de la plainte. Lorsque la plainte est fondée, le Tribunal peut recommander des mesures correctives sous forme de frais ou de recommandations. Les recommandations doivent, dans toute la mesure du possible, être mises en œuvre par l'institution fédérale concernée.

PARTIE II

La partie II contient des extraits des lois pertinentes régissant les contestations des offres. Le titre abrégé et la référence à la source législative des textes pertinents sont donnés ci-après pour faciliter la consultation des textes légaux intégraux.

Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur, L.R.C. (1985), ch. 47
(4^e suppl.)

*Règlement sur les enquêtes du Tribunal canadien du commerce extérieur sur
les marchés publics* (codification officielle)

Règles du Tribunal canadien du commerce extérieur, DORS/91-499,
DORS/93-601

TITRE ABRÉGÉ

1. *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur.*

DÉFINITIONS

2. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

« membre » Membre titulaire, vacataire ou suppléant nommé au Tribunal.

« ministre » Le ministre des Finances.

« Tribunal » Le Tribunal canadien du commerce extérieur constitué par le paragraphe 3(1).

TRIBUNAL CANADIEN DU COMMERCE EXTÉRIEUR

Constitution

3. (1) Est constitué le Tribunal canadien du commerce extérieur, composé d'au plus neuf titulaires, dont le président et les deux vice-présidents, nommés par le gouverneur en conseil.

(2) Le gouverneur en conseil peut en outre, s'il l'estime nécessaire compte tenu de la charge de travail du Tribunal, y nommer des vacataires selon les modalités et aux conditions qu'il précise. Il ne peut toutefois y en avoir plus de cinq en fonctions.

Siège, séances et quorum

13. Sous réserve des paragraphes 30.11(3), 38(2) et 39(2), le quorum est constitué de trois membres, lesquels peuvent exercer toutes les attributions du Tribunal.

Mission et pouvoirs

16. Le Tribunal a pour mission :

b.1) de recevoir des plaintes, procéder à des enquêtes et prendre des décisions dans le cadre des articles 30.1 à 30.19;

d) d'exercer les attributions qui lui sont conférées en vertu de toute autre loi fédérale ou de ses règlements.

17. (1) Le Tribunal est une cour d'archives; il a un sceau officiel dont l'authenticité est admise d'office.

(2) Le Tribunal a, pour la comparution, la prestation de serment et l'interrogatoire des témoins, la production et l'examen des pièces, l'exécution de ses ordonnances, ainsi que pour toutes autres questions liées à l'exercice de sa compétence, les attributions d'une cour supérieure d'archives.

PLAINTES DES FOURNISSEURS POTENTIELS

30.1 Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et aux articles 30.11 à 30.19.

« contrat spécifique » Contrat relatif à un marché de fournitures ou services qui a été accordé par une institution fédérale — ou pourrait l'être —, et qui soit est précisé par règlement, soit fait partie d'une catégorie réglementaire.

« fournisseur potentiel » Sous réserve des règlements pris en vertu de l'alinéa 40f(1), tout soumissionnaire — même potentiel — d'un contrat spécifique.

« institution fédérale » Ministère ou département d'État fédéral, ainsi que tout autre organisme, désigné par règlement.

« intéressée » S'appliquant à « partie », le terme vise tout fournisseur potentiel ou toute personne ayant un intérêt économique direct dans l'affaire en cause dans une plainte.

« plainte » Plainte déposée auprès du Tribunal en vertu du paragraphe 30.11(1).

30.11 (1) Tout fournisseur potentiel peut, sous réserve des règlements, déposer une plainte auprès du Tribunal concernant la procédure des marchés publics suivie relativement à un contrat spécifique et lui demander d'enquêter sur cette plainte.

(2) Pour être conforme, la plainte doit remplir les conditions suivantes :

- a) être formulée par écrit;
- b) préciser le contrat spécifique visé, le nom du plaignant et celui de l'institution fédérale chargée de l'adjudication du contrat;
- c) exposer de façon claire et détaillée ses motifs et les faits à l'appui;
- d) préciser la nature de la réparation demandée;
- e) préciser l'adresse du plaignant où peuvent être envoyées les notifications et autres communications relatives à la plainte;
- f) fournir tous les renseignements et documents pertinents que le plaignant a en sa possession;
- g) fournir tous renseignements et documents supplémentaires exigés par les règles;
- h) comporter le paiement des droits réglementaires.

(3) Le président peut désigner un membre du Tribunal pour l'instruction de la plainte. Celui-ci exerce dès lors les pouvoirs et fonctions du Tribunal.

30.12 (1) Le Tribunal avise le plaignant par écrit de la réception de la plainte.

(2) Lorsqu'il détermine que la plainte n'est pas conforme, le Tribunal notifie sa décision au plaignant en précisant les points à corriger, ainsi que les mesures à prendre et le délai imparti à cet effet.

(3) Lorsqu'il détermine que la plainte est conforme, le Tribunal notifie sa décision au plaignant, à l'institution fédérale concernée et à toute autre partie qu'il juge intéressée.

30.13 (1) Après avoir jugé la plainte conforme et sous réserve des règlements, le Tribunal détermine s'il y a lieu d'enquêter. L'enquête peut comporter une audience.

(2) S'il décide d'enquêter sur la plainte, le Tribunal notifie sa décision au plaignant, à l'institution fédérale concernée et à toute autre partie qu'il juge intéressée et leur donne l'occasion de lui présenter leurs arguments.

(3) Le cas échéant, le Tribunal peut ordonner à l'institution fédérale de différer l'adjudication du contrat spécifique en cause jusqu'à ce qu'il se soit prononcé sur la validité de la plainte.

(4) Il doit toutefois annuler l'ordonnance dans le cas où, avant l'expiration du délai réglementaire suivant la date où elle est rendue, l'institution fédérale certifie par écrit que l'acquisition de fournitures ou services qui fait l'objet du contrat spécifique est urgente ou qu'un retard pourrait être contraire à l'intérêt public.

(5) S'il estime que la plainte est dénuée de tout intérêt ou entachée de mauvaise foi, le Tribunal peut refuser de procéder à l'enquête ou y mettre fin, auquel cas il notifie sa décision, motifs à l'appui, au plaignant, à l'institution fédérale concernée et à toute autre partie qu'il juge intéressée.

30.14 (1) Dans son enquête, le Tribunal doit limiter son étude à l'objet de la plainte.

(2) Le Tribunal détermine la validité de la plainte en fonction des critères et procédures établis par règlement pour le contrat spécifique ou la catégorie dont il fait partie.

30.15 (1) Lorsqu'il a décidé d'enquêter, le Tribunal, dans le délai réglementaire suivant le dépôt de la plainte, remet au plaignant, à l'institution fédérale concernée et à toute autre partie qu'il juge être intéressée ses conclusions et ses éventuelles recommandations.

(2) Sous réserve des règlements, le Tribunal peut, lorsqu'il donne gain de cause au plaignant, recommander que soient prises des mesures correctives, notamment les suivantes :

- a) un nouvel appel d'offres;
- b) la réévaluation des soumissions présentées;
- c) la résiliation du contrat spécifique;
- d) l'attribution du contrat spécifique au plaignant;
- e) le versement d'une indemnité, dont il précise le montant, au plaignant.

(3) Dans sa décision, le Tribunal tient compte de tous les facteurs qui interviennent dans le marché de fournitures ou services visé par le contrat spécifique, notamment des suivants :

- a) la gravité des irrégularités qu'il a constatées dans la procédure des marchés publics;
- b) l'ampleur du préjudice causé au plaignant ou à tout autre intéressé;
- c) l'ampleur du préjudice causé à l'intégrité ou à l'efficacité du mécanisme d'adjudication;
- d) la bonne foi des parties;
- e) le degré d'exécution du contrat.

(4) Le Tribunal peut, sous réserve des règlements, accorder au plaignant le remboursement des frais entraînés par la préparation d'une réponse à l'appel d'offres.

30.16 (1) Les frais relatifs à l'enquête — même provisionnels — sont, sous réserve des règlements, laissés à l'appréciation du Tribunal et peuvent être fixés ou taxés.

(2) Le Tribunal peut, sous réserve des règlements, désigner les créanciers et les débiteurs des frais, ainsi que les responsables de leur taxation ou autorisation.

30.17 Tout intéressé peut, avec l'autorisation du Tribunal, intervenir dans la procédure de plainte que celui-ci instruit.

30.18 (1) Lorsque le Tribunal lui fait des recommandations en vertu de l'article 30.15, l'institution fédérale doit, sous réserve des règlements, les mettre en œuvre dans toute la mesure du possible.

(2) Elle doit en outre, par écrit et dans le délai réglementaire, lui faire savoir dans quelle mesure elle compte mettre en œuvre les recommandations et, dans tous les cas où elle n'entend pas les appliquer en totalité, lui motiver sa décision.

(3) Lorsqu'elle a avisé le Tribunal qu'elle entend donner suite aux recommandations, elle doit lui indiquer, dans le délai réglementaire et par écrit, dans quelle mesure elle l'a fait.

30.19 (1) Le Tribunal peut faire des commentaires ou des observations à l'administrateur général d'une institution fédérale concernant toute question qui, à son avis, requiert l'attention de celui-ci en ce qui touche la procédure des marchés publics.

(2) L'« administrateur général » d'une institution fédérale est, dans le cas d'un ministère ou d'un département d'État, la personne en ayant de plein droit le statut et, dans celui de tout autre organisme, le premier dirigeant en titre ou en fonction.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Procédure

31. Toute partie à une instance devant le Tribunal peut comparaître en personne ou être représentée par un avocat ou un mandataire.

32. Le Tribunal peut tenir ses séances à huis clos sur demande de l'une des parties, à condition que celle-ci lui en démontre la nécessité en l'espèce.

34. Dans toute enquête ouverte en vertu de la présente loi ou de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*, le Tribunal peut obtenir, autrement que sous la sanction d'un serment ou d'une affirmation solennelle, des renseignements et des documents qui, à son avis, font foi et y donner suite.

35. Les séances du Tribunal sont conduites de la façon qui lui paraît la plus efficace, la plus équitable et la plus expéditive dans les circonstances.

36. Il est alloué à toute personne qui se rend à la convocation du Tribunal des indemnités comparables à celles qui s'appliquent aux convocations de la Cour fédérale.

37. Le Tribunal fait publier sans délai dans la *Gazette du Canada* un avis des décisions qu'il rend sur des affaires entendues en application de toute autre loi fédérale.

Règles et règlements

39. (1) Le Tribunal peut, après consultation avec le ministre et sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, établir des règles, compatibles avec la présente loi et toute autre loi fédérale, aux fins suivantes :

- a) régir ses séances;
- b) prévenir tout conflit d'intérêts, notamment ceux découlant de la participation d'un membre à une séance, ou de sa connaissance d'une affaire en instance;
- c) préciser le complément d'information à fournir à l'occasion d'une plainte fondée sur les paragraphes 23(1) à (1.1), 30.01(2) et 30.11(1);
- d) d'une manière générale, régir la procédure relative à ses travaux.

(2) Le quorum requis pour l'établissement des règles du Tribunal est constitué par la majorité des titulaires en fonctions.

40. Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) prévoir les questions à aborder par le Tribunal au cours des enquêtes ouvertes sous le régime du paragraphe 26(1) ou 30.01(4);
- c) définir « autres intéressés » pour l'application des articles 25, 26, 28, 29, 30 ou 30.01;
- d) définir l'expression « procédure des marchés publics » pour l'application de la présente loi;
- e) désigner les ministères, départements d'État et autres organismes visés par la définition de « institution fédérale », à l'article 30.1;
- f) préciser les contrats ou catégories de contrats visés par la définition de « contrat spécifique », à l'article 30.1;
- g) régir le dépôt des plaintes prévues au paragraphe 30.11(1), notamment en ce qui touche les modalités de temps ou autres ainsi que les conditions à remplir avant le dépôt;
- h) imposer le versement des droits afférents au dépôt des plaintes prévues au paragraphe 30.11(1) et en fixer le montant ou le mode de détermination;
- i) prévoir les conditions à remplir avant que le Tribunal puisse enquêter sur une plainte déposée en vertu du paragraphe 30.11(1) et les questions qu'il doit traiter dans le cadre de l'enquête;
- j) établir, pour l'application du paragraphe 30.14(2), les procédures et les critères à appliquer relativement aux contrats spécifiques ou catégories de contrats spécifiques;
- k) régir les recommandations faites et les ordonnances rendues par le Tribunal dans le cadre de l'article 30.15 et prévoir dans quelle mesure les institutions fédérales sont tenues, aux termes de l'article 30.18, de mettre en œuvre les recommandations;
- l) régir l'allocation des frais dans le cadre de l'article 30.16, fixer le plafond pour chaque type de frais et désigner les créanciers ou les débiteurs des frais ainsi que les responsables de leur taxation ou autorisation;
- m) prendre toute mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente loi;
- n) prendre toute autre mesure d'application de la présente loi.

Communication de renseignements

43. Pour l'application des articles 44 à 49, sont compris parmi les renseignements les éléments de preuve.

44. Toute partie à une procédure prévue par la présente loi a droit, sur demande, de consulter pendant les heures d'ouverture les renseignements auxquels ne s'applique pas le paragraphe 45(1) et fournis au Tribunal dans le cadre de la procédure et a droit, sur paiement des frais réglementaires, de s'en faire délivrer des copies si les renseignements sont contenus dans un document ou s'ils sont sous une forme qui permet de les reproduire facilement et avec exactitude.

45. (1) Les agents de l'administration publique fédérale et les membres qui ont en leur possession, au cours de leur emploi ou de leur mandat, selon le cas, des renseignements désignés comme confidentiels aux termes de l'alinéa 46(1)a) ne peuvent, si la personne qui les a désignés ou fournis n'a pas renoncé à leur caractère confidentiel, sciemment les communiquer ou laisser communiquer de manière à ce qu'ils puissent être vraisemblablement utilisés par un concurrent de la personne dont l'entreprise ou les activités sont concernées par les renseignements. Cette interdiction s'applique même après que l'agent ou le membre a cessé ses fonctions.

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux résumés ou déclarations visés à l'alinéa 46(1)b).

(3) Nonobstant le paragraphe (1), les renseignements auxquels ce paragraphe s'applique peuvent être communiqués par le Tribunal à l'avocat d'une partie à la procédure pour laquelle ils ont été fournis ou à toute procédure qui en découle; l'avocat ne peut les utiliser que dans le cadre de ces procédures, sous réserve des conditions que le Tribunal juge indiquées pour empêcher que les renseignements ne soient divulgués, sans le consentement écrit de la personne qui les a fournis, de manière à pouvoir être utilisés par :

- a) toute partie à ces procédures, y compris celles qui sont représentées par avocat;
- b) tout concurrent de la personne à l'entreprise ou aux activités de laquelle ils se rapportent.

(4) Pour l'application du paragraphe (3), est assimilée à l'avocat toute personne, autre qu'un administrateur, préposé ou employé d'une partie à une procédure, qui agit au nom de celle-ci au cours de la procédure.

46. (1) La personne qui fournit des renseignements au Tribunal dans le cadre d'une procédure prévue par la présente loi et qui désire qu'ils soient gardés confidentiels en tout ou en partie fournit en même temps que les renseignements :

- a) d'une part, une déclaration désignant comme tels les renseignements qu'elle veut garder confidentiels avec l'explication à l'appui;
- b) d'autre part, soit un résumé des renseignements désignés comme confidentiels en termes suffisamment précis pour permettre de les comprendre, soit une déclaration accompagnée d'une explication destinée à la justifier, énonçant, selon le cas :
 - (i) qu'il est impossible de faire ce résumé,
 - (ii) qu'un résumé communiquerait des faits qu'elle désire valablement garder confidentiels.

(2) Les cas où une personne qui désigne des renseignements comme confidentiels aux termes de l'alinéa (1)a) ne se conforme pas à l'alinéa (1)b) sont les suivants :

- a) elle ne fournit ni le résumé ni la déclaration prévus à l'alinéa (1)b);
- b) le résumé qu'elle fournit n'est pas, de l'avis du Tribunal, conforme aux exigences de cet alinéa;
- c) elle fournit une déclaration mais ne donne pas les explications qui la justifieraient;
- d) elle fournit une déclaration mais les explications données pour sa justification ne convainquent pas le Tribunal de son bien-fondé.

47. (1) Dans les cas où le Tribunal considère comme légitime la désignation faite en vertu de l'alinéa 46(1)a) mais que la personne qui l'a faite ne se conforme pas à l'alinéa 46(1)b), le Tribunal la fait informer de ce défaut, de ce qui l'a causé, ainsi que de l'application du paragraphe 48(3) advenant son défaut de prendre les mesures qui s'imposent pour l'observation de l'alinéa 46(1)b).

(2) Dans les cas où il ne considère pas comme légitime la désignation faite en vertu de l'alinéa 46(1)a), vu la nature ou l'abondance des renseignements ainsi désignés, leur accessibilité d'autres sources ou le défaut de fournir une explication de la désignation, le Tribunal :

- a) fait donner avis à cet effet à la personne qui les a fournis en précisant les motifs de sa décision;
- b) dans le cas de non-conformité à l'alinéa 46(1)b), fait informer cette personne conformément au paragraphe (1).

48. (1) La personne qui a été avisée conformément à l'alinéa 47(2)a) peut, dans les quinze jours suivant l'avis :

- a) soit renoncer à la désignation;
- b) soit fournir au Tribunal des explications ou des explications plus poussées sur les raisons de la désignation.

Si elle fait défaut d'agir dans le délai, le Tribunal ne peut tenir compte des renseignements désignés comme confidentiels dans le cadre de la procédure pour laquelle ils ont été fournis ou de toute procédure en découlant, sauf s'il les obtient d'une autre source.

(2) Dans les cas où, conformément au paragraphe (1), une personne fournit au Tribunal, dans les quinze jours visés à ce paragraphe, une explication ou une explication plus poussée des raisons pour lesquelles elle a désigné des renseignements comme confidentiels, celui-ci examine de nouveau la question et, s'il décide que la désignation n'est pas légitime, il fait aviser cette personne qu'il ne sera pas tenu compte des renseignements dans le cadre de la procédure pour laquelle ils ont été fournis ou de toute procédure en découlant; le Tribunal ne peut dès lors tenir compte des renseignements que s'ils les obtient d'une autre source.

(3) Sous réserve du paragraphe (4), si la personne qui a été avisée conformément à l'article 47 qu'elle ne s'était pas conforée à l'alinéa 46(1)b) quant à des renseignements ne prend pas les mesures nécessaires pour s'y conformer dans les quinze jours suivant l'avis ou dans le délai supplémentaire — ne pouvant dépasser les trente jours suivant l'avis — que fixe, à son appréciation, le Tribunal avant ou après l'expiration des quinze jours, le Tribunal fait aviser cette personne qu'il ne tiendra pas compte des renseignements dans le cadre de la procédure pour laquelle ils ont été fournis ou dans toute procédure en découlant, étant entendu que, dans ce cas, il ne peut tenir compte des renseignements que s'il les obtient d'une autre source.

(4) Le paragraphe (3) ne s'applique pas aux renseignements dont le Tribunal ne peut tenir compte aux termes des paragraphes (1) ou (2).

49. Ne peuvent être sciemment communiqués par les agents de l'administration publique fédérale et les membres de manière à pouvoir être utilisés par des concurrents ou rivaux de la personne dont l'entreprise ou les activités sont concernées par eux les renseignements suivants en leur possession :

a) ceux qui sont, de l'avis du Tribunal, confidentiels de nature et qui sont fournis ou obtenus au cours d'une procédure devant lui.

**RÈGLEMENT CONCERNANT LES ENQUÊTES DU TRIBUNAL CANADIEN DU
COMMERCE EXTÉRIEUR SUR LES PLAINTES RELATIVES AUX MARCHÉS
PUBLICS DÉPOSÉES PAR LES FOURNISSEURS POTENTIELS***

Titre abrégé

1. Règlement sur les enquêtes du Tribunal canadien du commerce extérieur sur les marchés publics.

Définitions

2. Les définitions qui suivent s'appliquent au présent règlement.

« Accord sur le commerce intérieur » L'Accord sur le commerce intérieur publié dans la *Gazette du Canada* Partie I le 29 avril 1995. (*Agreement on Internal Trade*)

« Accord sur les marchés publics » L'Accord sur les marchés publics figurant à l'annexe 4 de l'Accord sur l'Organisation mondiale du commerce. (*Agreement on Government Procurement*)

« ALÉNA » L'Accord de libre-échange nord-américain au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi de mise en œuvre de l'Accord de libre-échange nord-américain*. (*NAFTA*)

« jour ouvrable » Jour qui n'est ni un samedi ni un jour férié. (*working day*)

« Loi » La *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur*. (*Act*)

Désignations

3. (1) Pour l'application de la définition de « contrat spécifique » à l'article 30.1 de la Loi, est un contrat spécifique tout contrat ou catégorie de contrats relatif au marché passé par une institution fédérale pour des produits ou des services, ou pour toute combinaison de ceux-ci, visé à l'article 1001 de l'ALÉNA, à l'article 502 de l'Accord sur le commerce intérieur ou à l'article premier de l'Accord sur les marchés publics.

(2) Pour l'application de la définition de « institution fédérale » à l'article 30.1 de la Loi, sont désignés institutions fédérales :

a) les entités publiques fédérales énumérées dans la liste du Canada de l'annexe 1001.1a-1 de l'ALÉNA, à l'annexe 502.1A de l'Accord sur le commerce intérieur sous l'intertitre « CANADA » ou à l'annexe 1 de l'Accord sur les marchés publics sous l'intertitre « CANADA »;

* Les parties soulignées du Règlement représentent les modifications apportées par suite de l'entrée en vigueur de l'Accord sur le commerce intérieur.

- b) les entreprises publiques énumérées dans la liste du Canada de l'annexe 1001.1a-2 de l'ALÉNA ou à l'annexe 3 de l'Accord sur les marchés publics sous l'intertitre « CANADA »;
- c) les entités publiques des provinces énumérées à l'annexe 1001.1a-3 de l'ALÉNA ou à l'annexe 2 de l'Accord sur les marchés publics sous l'intertitre « CANADA »;
- d) dans le cas d'un marché public relevant du ministère des Approvisionnements et Services ou de son successeur et donnant lieu à l'adjudication d'un contrat spécifique par une entité publique ou une entreprise publique visées aux alinéas a), b) ou c), ce ministère ou son successeur.

Champ d'application

4. Le présent règlement s'applique aux plaintes déposées par les fournisseurs potentiels relativement aux contrats spécifiques.

Calcul de la valeur d'un contrat

5. Lorsque le Tribunal exige que la valeur d'un contrat spécifique soit déterminée, il considère que cette valeur est égale à la valeur du contrat qui a été établie par l'institution fédérale à l'un des moments suivants :

- a) dans le cas où un avis de projet de marché a été publié conformément à l'un ou plusieurs des accords suivants — l'ALÉNA, l'Accord sur le commerce intérieur et l'Accord sur les marchés publics —, à la date où il a été publié;
- b) dans le cas contraire, au moment où l'appel d'offres a été mis à la disposition des fournisseurs potentiels.

Délais de dépôt de la plainte

6. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), le fournisseur potentiel qui dépose une plainte auprès du Tribunal en vertu de l'article 30.11 de la Loi doit le faire dans les 10 jours ouvrables suivant la date où il a découvert ou aurait dû vraisemblablement découvrir les faits à l'origine de la plainte.

(2) Le fournisseur potentiel qui a présenté à l'institution fédérale concernée une opposition concernant le marché public visé par un contrat spécifique et à qui l'institution refuse réparation peut déposer une plainte auprès du Tribunal dans les 10 jours ouvrables suivant la date où il a pris connaissance, directement ou par déduction, du refus, s'il a présenté son opposition dans les 10 jours ouvrables suivant la date où il a découvert ou aurait dû vraisemblablement découvrir les faits à l'origine de l'opposition.

(3) Le fournisseur potentiel qui omet de déposer une plainte dans le délai prévu aux paragraphes (1) ou (2) peut déposer une plainte dans le délai prévu au paragraphe (4) si le Tribunal conclut, après avoir pris en considération toutes les circonstances entourant le marché public, y compris la bonne foi du fournisseur, que la plainte :

- a) soit n'a pas été déposée en raison de circonstances indépendantes de la volonté du fournisseur au moment où le dépôt aurait dû être fait pour satisfaire aux exigences des paragraphes (1) ou (2);

b) soit porte sur l'un des aspects de nature systémique du processus des marchés publics ayant trait à un contrat spécifique et sur la conformité à l'un ou plusieurs des textes suivants : le chapitre 10 de l'ALÉNA, le chapitre cinq de l'Accord sur le commerce intérieur et l'Accord sur les marchés publics.

(4) La plainte visée au paragraphe (3) est déposée dans les 30 jours suivant la date où le fournisseur potentiel a découvert ou aurait dû vraisemblablement découvrir les faits à l'origine de la plainte.

Conditions de l'enquête

7. (1) Dans les cinq jours ouvrables suivant la date du dépôt d'une plainte, le Tribunal détermine si les conditions suivantes sont remplies :

- a) le plaignant est un fournisseur potentiel;
- b) la plainte porte sur un contrat spécifique;
- c) les renseignements fournis par le plaignant et les autres renseignements examinés par le Tribunal relativement à la plainte démontrent, dans une mesure raisonnable, que le marché public n'a pas été passé conformément au chapitre 10 de l'ALÉNA, au chapitre cinq de l'Accord sur le commerce intérieur ou à l'Accord sur les marchés publics, selon le cas.

(2) Si le Tribunal détermine que les conditions énoncées au paragraphe (1) sont remplies et s'il décide d'enquêter sur la plainte, il fait paraître un avis du dépôt de la plainte dans une circulaire ou un périodique désigné par le Conseil du Trésor.

Rapports provisoires

8. (1) Lorsque le Tribunal prépare ou fait préparer un rapport provisoire ou un document semblable relatifs à la plainte, il doit, avant de rendre une ordonnance ou de formuler des conclusions ou des recommandations à l'égard de celle-ci, remettre copie du rapport ou du document au plaignant, à l'institution fédérale concernée et à toute autre partie intéressée.

(2) Le plaignant, l'institution fédérale concernée ou toute autre partie intéressée peut présenter au Tribunal ses observations au sujet de tout aspect du rapport ou du document visés au paragraphe (3) qui n'est pas confidentiel.

Adjudication différée

9. (1) Lorsque le Tribunal ordonne à l'institution fédérale, en vertu du paragraphe 30.13(3) de la Loi, de différer l'adjudication d'un contrat spécifique, il l'en avise dans les cinq jours ouvrables suivant la date de l'ordonnance.

(2) Le Tribunal annule l'ordonnance rendue en vertu du paragraphe 30.13(3) de la Loi si, dans les sept jours ouvrables suivant la date à laquelle elle a été rendue, l'institution fédérale lui remet le certificat visé au paragraphe 30.13(4) de la Loi à l'égard du contrat spécifique.

Rejet de la plainte

10. Le Tribunal peut ordonner le rejet d'une plainte pour l'un ou l'autre des motifs suivants :

- a) après avoir pris en considération la Loi et le présent règlement, ainsi que l'ALÉNA, l'Accord sur le commerce intérieur ou l'Accord sur les marchés publics, selon le cas, il conclut que la plainte ne s'appuie sur aucun fondement valable;
- b) la plainte ne porte pas sur un marché public passé par une institution fédérale;
- c) la plainte n'est pas déposée dans les délais prévus par le présent règlement ou les règles établies en vertu du paragraphe 39(1) de la Loi;
- d) le plaignant omet de déposer les renseignements exigés par le Tribunal.

Décision

11. Lorsque le Tribunal enquête sur une plainte, il détermine si le marché public a été passé conformément aux exigences de l'ALÉNA, de l'Accord sur le commerce intérieur ou de l'Accord sur les marchés publics, selon le cas.

Communication des conclusions et des recommandations

12. Le Tribunal communique ses conclusions et ses recommandations à l'égard d'une plainte au plaignant, à l'institution fédérale concernée et à toute autre partie qu'il juge intéressée :

- a) sous réserve des alinéas b) et c), dans les 90 jours suivant le dépôt de la plainte;
- b) dans le cas où il agréé une demande de procédure expéditive selon les règles établies en vertu du paragraphe 39(1) de la Loi, dans les 45 jours après avoir agréé cette demande;
- c) dans le cas où il autorise une procédure prolongée selon les règles établies en vertu du paragraphe 39(1) de la Loi, dans les 135 jours suivant le dépôt de la plainte.

13. Sur réception des recommandations du Tribunal faites en vertu de l'article 30.15 de la Loi, l'institution fédérale :

- a) lui fait savoir par écrit, dans les 20 jours suivant la réception des recommandations, dans quelle mesure elle compte les mettre en œuvre et, dans le cas où elle n'entend pas les appliquer en totalité, lui motive sa décision;
- b) lorsqu'elle l'a avisé qu'elle entend donner suite aux recommandations, lui indique par écrit, dans les 60 jours suivant la réception de celles-ci, dans quelle mesure elle l'a fait.

RÈGLES DE PROCÉDURE DU TRIBUNAL CANADIEN DU COMMERCE EXTÉRIEUR

Titre abrégé

1. Règles du Tribunal canadien du commerce extérieur.

Définitions

2. Les définitions qui suivent s'appliquent aux présentes règles.

« avocat » Est assimilée à l'avocat toute personne qui agit au nom d'une partie au cours d'une procédure. (*counsel*)

« avocat inscrit au dossier » S'entend de la personne qui, en application de l'article 11, est l'avocat inscrit au dossier d'une partie. (*counsel of record*)

« formule » Formule figurant à l'annexe. (*Form*)

« intervenant » Personne qui :

c) soit est une partie intéressée que le Tribunal a autorisée à intervenir dans toute procédure de plainte en vertu de l'article 30.17 de la Loi. (*intervener*)

« Loi » La *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur*. (*Act*)

« partie »

c.1) dans le cas d'une plainte visée au paragraphe 30.11(1) de la Loi, le plaignant, l'institution fédérale ou un intervenant. (*party*)

« procédure » Sont assimilés à une procédure un appel, une nouvelle audience, un renvoi, une saisine, une consultation, une enquête, la réouverture d'une enquête, un réexamen, une demande de décision, le réexamen d'une ordonnance ou de conclusions, la plainte déposée par un producteur national ou toute autre procédure se déroulant devant le Tribunal en application de la Loi, de toute autre loi fédérale ou de leurs règlements d'application. (*proceeding*)

« secrétaire » Le secrétaire du Tribunal et tout membre du personnel du Tribunal autorisé à assurer l'intérim à ce titre. (*Secretary*)

« télécopie » Transmission électronique d'une copie d'un texte. La présente définition comprend la copie ainsi transmise. (*fax*)

Interprétation

3. Il doit être donné aux présentes règles une interprétation large qui permette, conformément à l'article 35 de la Loi, le règlement de chaque procédure de la façon la plus équitable, la plus expéditive et la moins onéreuse possible.

PARTIE I

RÈGLES D'APPLICATION GÉNÉRALE

Application

4. La présente partie régit toutes les procédures dont est saisi le Tribunal, sauf indication contraire du contexte.

Directives sur la procédure

5. Au cours d'une procédure, toute question de procédure non visée par les présentes règles ou visée seulement en partie par celles-ci est résolue de la manière ordonnée par le Tribunal, en conformité avec les dispositions des présentes règles qui s'appliquent en l'espèce.

Exemptions ou modifications

6. Au cours d'une procédure, le Tribunal peut, afin d'éviter un préjudice quelconque à l'une des parties ou si celles-ci y consentent, modifier les présentes règles, notamment par adjonction, ou exempter une partie de leur application.

Vice de forme ou de procédure

7. Aucune procédure ne peut être déclarée invalide en raison d'un vice de forme ou de procédure.

Prolongation ou abrégement des délais

8. Le Tribunal peut prolonger ou abréger tout délai prévu par les présentes règles ou autrement fixé par le Tribunal, avant ou après son expiration.

Calcul des délais

9. Sauf disposition contraire, le calcul des délais prévus par les présentes règles ou par une directive du Tribunal est régi par les articles 26 à 28 de la *Loi d'interprétation*.

Avocat inscrit au dossier

11. (1) L'avocat qui signe au nom d'une partie un document déposé en application des présentes règles est l'avocat inscrit au dossier de la partie à compter de la date du dépôt jusqu'à ce que, le cas échéant, une modification soit apportée conformément au paragraphe (2).

(2) La partie qui désire constituer un nouvel avocat inscrit au dossier :

- a) dépose auprès du Tribunal un avis de changement d'avocat inscrit au dossier signé par son nouvel avocat;
- b) signifie une copie de cet avis à son avocat antérieur et aux autres parties à la procédure;
- c) dépose auprès du Tribunal une preuve de signification de l'avis.

Dépôt des documents

12. (1) Sous réserve de l'article 17 et en plus des dispositions de la *Loi sur la taxe d'accise* relatives aux appels interjetés en vertu de la partie VII de cette loi, le dépôt des documents qui est exigé ou autorisé par les présentes règles se fait par l'envoi au secrétaire par la poste, par télécopie ou par porteur :

b) dans le cas d'une enquête menée en vertu de la partie XI, de l'original et de trois copies du document.

(2) En plus du nombre de copies visé au paragraphe (1), les parties déposent le nombre de copies supplémentaires qui est précisé par le secrétaire lorsque le Tribunal est d'avis que les circonstances particulières d'une procédure l'exigent.

(3) Le document déposé par télécopie est accompagné d'une page couverture précisant :

a) les nom, adresse et numéro de téléphone de l'expéditeur;

b) la date et l'heure de la transmission;

c) le nombre total de pages transmises, y compris la page couverture;

d) les nom, adresse et numéro de téléphone de la personne avec qui communiquer advenant un problème de transmission.

(4) Par dérogation aux paragraphes (1) et (2), dans le cas où le dépôt d'un document s'effectue par télécopie, une seule copie du document peut être transmise par télécopie si l'original du document et le nombre requis de copies sont envoyés sans délai par la poste au secrétaire.

(5) Sur réception de l'original du document transmis par télécopie, le secrétaire substitue l'original à la télécopie.

(6) La date de dépôt d'un document est réputée être :

a) dans le cas où le document est envoyé par la poste, la date la plus ancienne du cachet d'oblitération qui figure sur l'enveloppe contenant le document;

b) dans le cas où le document est envoyé par télécopie, la date de transmission;

c) dans le cas où le document est envoyé par porteur, la date de réception apposée par le secrétaire sur le document au moyen d'un timbre dateur.

(7) En l'absence de toute preuve de la date de mise à la poste ou de transmission par télécopie d'un document, celui-ci est réputé être déposé à la date de réception apposée par le secrétaire sur le document au moyen d'un timbre dateur.

(8) Une partie peut, avec la permission du Tribunal et suivant les modalités fixées par lui, le cas échéant, modifier tout document qu'elle a déposé auprès du Tribunal.

Signification des documents

13. (1) Sous réserve de l'article 17 et en plus des dispositions de la *Loi sur la taxe d'accise* relatives aux appels interjetés en vertu de la partie VII de cette loi, les règles suivantes s'appliquent à la signification des documents :

- a) la signification à personne n'est requise pour aucun document, sauf disposition contraire des règles ou directive contraire du Tribunal;
- b) le document dont la signification à personne n'est pas requise peut être signifié à l'adresse aux fins de signification de la partie en cause.

(2) La signification à personne se fait :

- a) dans le cas d'une personne physique, par la remise d'une copie du document à cette personne;
- b) dans le cas d'une personne morale, par la remise d'une copie du document à un dirigeant, administrateur ou représentant de cette dernière ou à quiconque se trouve dans l'un de ses établissements et semble en assurer la direction;
- c) dans tout autre cas, conformément aux directives du Tribunal.

(3) L'adresse aux fins de signification d'une partie est :

- a) dans le cas où il y a un avocat inscrit au dossier, l'adresse professionnelle de celui-ci figurant dans le dernier document déposé par lui qui en fait état;
- b) dans le cas où il n'y a pas d'avocat inscrit au dossier :
 - (i) s'il s'agit du ministre de Revenu national ou du sous-ministre, le bureau du sous-procureur général du Canada, à Ottawa,
 - (ii) s'il s'agit de toute autre partie, son adresse figurant dans le dernier document déposé par elle qui en fait état.

(4) La signification d'un document à l'adresse aux fins de signification s'effectue :

- a) soit par courrier recommandé ou par télécopie;
- b) soit par remise du document à cette adresse.

(5) Le document signifié par télécopie est accompagné d'une page couverture précisant :

- a) les nom, adresse et numéro de téléphone de l'expéditeur;
- b) le nom de la personne à qui le document doit être signifié;
- c) la date et l'heure de la transmission;
- d) le nombre total de pages transmises, y compris la page couverture;
- e) les nom, adresse et numéro de téléphone de la personne avec qui communiquer advenant un problème de transmission.

(6) Sauf preuve du contraire, un document est réputé être signifié :

- a) à la date de sa remise, dans le cas où il est signifié à personne ou est laissé à l'adresse aux fins de signification;
- b) cinq jours après la date la plus ancienne du cachet d'oblitération qui figure sur l'enveloppe contenant le document, dans le cas où il est signifié par courrier recommandé;
- c) à la date de sa transmission, dans le cas où il est signifié par télécopie.

(7) La partie qui, en application des présentes règles ou d'une directive du Tribunal, est tenue de signifier un document à une autre personne dépose auprès du Tribunal une preuve de la signification immédiatement après celle-ci.

(8) La preuve de la signification d'un document est établie par la production de l'un des documents suivants :

- a) un accusé de signification signé par la personne à qui le document a été signifié ou en son nom;
- b) une déclaration sous serment dans laquelle sont indiqués le nom de la personne qui a fait la signification ainsi que la date, le lieu et le mode de signification;
- c) dans le cas d'une signification par courrier recommandé, une déclaration sous serment de la personne qui a posté le document, indiquant la date de mise à la poste, accompagnée de l'accusé de réception signé par la personne à qui le document a été signifié.

Présentation de renseignements confidentiels

15. La personne qui fournit des renseignements au Tribunal dans le cadre d'une procédure et qui désire qu'ils soient gardés confidentiels en tout ou en partie dépose auprès du Tribunal, en plus des documents visés aux alinéas 46(1)a) et b) de la Loi, deux ensembles distincts de documents établis de la façon suivante :

- a) un ensemble de documents contenant les renseignements confidentiels et portant la mention « confidentiel » ou « confidential » au haut de chaque page où figurent ces renseignements;
- b) un ensemble de documents dans lequel les renseignements confidentiels ont été supprimés.

Divulgarion à l'avocat de renseignements confidentiels

16. (1) L'avocat d'une partie à une procédure — autre qu'un administrateur, préposé ou employé de la partie — qui souhaite avoir accès aux renseignements confidentiels fournis au Tribunal dans le cadre de la procédure dépose auprès du Tribunal un acte de déclaration et d'engagement établi selon la formule III.

(2) Après le dépôt de l'acte de déclaration et d'engagement, le Tribunal fait donner avis à l'avocat, de la manière qu'il estime indiquée dans les circonstances, de sa décision d'accorder l'accès, le cas échéant. En cas de refus, le Tribunal signifie à l'avocat un avis écrit précisant les motifs de son refus.

(3) Si le Tribunal refuse d'accorder à l'avocat l'accès aux renseignements confidentiels, ce dernier n'a pas le droit de recevoir ni de consulter les renseignements confidentiels fournis au Tribunal ni d'être présent lorsque des renseignements confidentiels sont communiqués oralement au Tribunal.

Dépôt, signification et communication de renseignements confidentiels

17. (1) Les documents contenant des renseignements confidentiels ne peuvent être signifiés qu'au Tribunal.

(2) L'avocat qui a obtenu l'accès à des renseignements confidentiels ne peut, à moins d'y être autorisé par le Tribunal :

- a) communiquer les renseignements confidentiels par télécopie, notamment aux fins de leur dépôt ou de leur signification;
- b) communiquer les renseignements confidentiels par téléphone.

Conférence préparatoire à l'audience

18. (1) Au moment de la publication de l'avis prévoyant la tenue d'une audience ou à tout moment après la publication de cet avis, le Tribunal peut ordonner aux parties à la procédure ou aux avocats qui les représentent de comparaître, aux date, heure et lieu qu'il fixe, devant le Tribunal, un de ses membres ou le secrétaire, pour prendre part à une conférence préparatoire à l'audience pendant laquelle chaque partie ou son avocat pourra présenter des observations au Tribunal ou recevoir de lui des indications sur les questions que celui-ci aura soulevées parmi les suivantes :

- a) la clarification et la simplification des questions en litige;
- b) la procédure à suivre pendant l'audience;
- c) l'échange, entre les parties à la procédure, d'exposés écrits, de pièces et d'autres documents qui ont été ou seront soumis au Tribunal;
- d) la question de savoir si un exposé écrit ou autre document ou un témoignage qui a été ou sera présenté au Tribunal contient des renseignements confidentiels;
- e) les renseignements confidentiels qui peuvent, le cas échéant, être communiqués à une personne qui est censée comparaître à l'audience à titre d'expert pour le compte d'une partie;
- f) toute autre question dont la discussion ou le règlement avant l'audience permettrait, de l'avis du Tribunal, d'accélérer la présentation des éléments de preuve ou d'assurer le bon déroulement de l'audience.

(2) L'avocat d'une partie à une procédure peut, si un avis d'audience a été publié, demander par écrit au Tribunal d'ordonner la tenue d'une conférence préparatoire à l'audience afin que toute question visée au paragraphe (1) puisse être étudiée.

(3) Sur réception de la demande visée au paragraphe (2), le Tribunal peut ordonner la tenue d'une conférence préparatoire, à moins qu'il n'estime que celle-ci n'aidera pas au bon déroulement de l'audience.

(4) Sous réserve de l'alinéa 17(2)b), le Tribunal peut, si toutes les parties à la conférence préparatoire y consentent ou s'il l'ordonne lui-même, tenir la conférence préparatoire par voie de conférence téléphonique ou par tout autre moyen qui permet aux parties ou à leur avocat d'y participer.

(5) Après la tenue d'une conférence préparatoire, le Tribunal peut rendre une ordonnance exposant sa décision sur les questions examinées à la conférence.

Accessibilité des renseignements

19. (1) Au début de l'audience ou avant celle-ci, le Tribunal met à la disposition de chaque partie ou de son avocat les renseignements qui lui ont été fournis dans le cadre de la procédure et qui n'ont pas été désignés comme confidentiels.

(2) Au début de l'audience ou avant celle-ci, le Tribunal met les renseignements confidentiels qui lui ont été fournis dans le cadre de la procédure à la disposition des avocats qui ont déposé auprès de lui l'acte de déclaration et d'engagement et qui ont obtenu l'accès aux renseignements confidentiels.

Assignment à comparaître

20. (1) Le Tribunal peut, de son propre chef ou à la demande d'une partie, assigner une personne à comparaître à une audience et requérir qu'elle dépose sous serment ou affirmation solennelle et produise des documents ou autres objets.

(2) L'assignment à comparaître peut être établie selon la formule IV et est délivrée sans frais par le secrétaire.

(3) L'assignment à comparaître est signifiée à personne. Un montant au moins égal aux indemnités auxquelles le destinataire aurait droit si l'assignment à comparaître avait été délivrée en vertu de la règle 333 des *Règles de la Cour fédérale* lui est versé ou offert au moment de la signification.

(4) Lorsqu'une assignment à comparaître délivrée conformément au présent article est signifiée, l'original et la preuve de signification sont déposés sans délai auprès du Tribunal.

Témoins

21. (1) Sous réserve de l'article 34 de la Loi et sauf disposition contraire des présentes règles, les témoins à l'audience sont interrogés oralement après avoir prêté serment ou fait une affirmation solennelle. L'interrogatoire d'un témoin peut comprendre l'interrogatoire principal, le contre-interrogatoire et le réinterrogatoire.

(2) Toute partie qui désire produire un témoin expert à une audience dépose auprès du secrétaire et signifie à chacune des autres parties un rapport au moins 10 jours avant le commencement de l'audience. Ce rapport, signé par l'expert, indique les nom, adresse et titres de compétence de ce dernier et expose l'essentiel de son témoignage.

(3) La partie qui reçoit signification du rapport visé au paragraphe (2) et qui souhaite réfuter au moyen d'un témoignage d'expert tout point y étant soulevé dépose auprès du secrétaire et signifie à chacune des autres parties, au moins cinq jours avant le commencement de l'audience, une déclaration exposant le témoignage qui sera produit à cet égard.

Preuve

22. Au cours d'une audience, le Tribunal peut décider de l'importance à accorder aux exposés écrits ou autres documents déposés dans le cadre de la procédure à titre de preuve, si la partie qui les a déposés n'assiste pas à l'audience pour témoigner sur les éléments énoncés dans ces documents ou ne met pas à la disposition du Tribunal les témoignages concernant ces éléments.

Audiences à huis clos

23. Dans le cas où, au cours d'une procédure, le Tribunal ordonne qu'une audience ou une partie d'audience soit tenue à huis clos pour la présentation de renseignements confidentiels, seules les personnes suivantes peuvent y assister :

- a) la personne qui doit présenter les renseignements confidentiels au Tribunal;
- b) la personne dont la présence à l'audience est demandée par la personne visée à l'alinéa a);
- c) l'avocat de toute partie à la procédure qui a déposé auprès du Tribunal un acte de déclaration et d'engagement et qui a obtenu l'accès aux renseignements confidentiels;
- d) les membres du personnel du Tribunal auxquels il a été ordonné d'assister à l'audience;
- e) toute autre personne que le Tribunal autorise à assister à l'audience.

Avis de requête

24. (1) Toute question soulevée au cours d'une procédure et qui exige une décision ou une ordonnance du Tribunal est soumise à ce dernier par voie d'avis de requête.

(2) L'avis de requête est établi par écrit et contient un exposé clair et concis des faits, de la décision ou de l'ordonnance recherchée et des motifs à l'appui.

(3) L'avis de requête est déposé auprès du secrétaire et signifié à chacune des autres parties au moins trois jours avant la date fixée pour le commencement de l'audience.

(4) La partie qui souhaite répondre à l'avis de requête dépose sa réponse écrite auprès du secrétaire et en signifie copie à chacune des autres parties.

(5) La partie qui désire soumettre un document à l'appui d'un avis de requête ou d'une réponse annexe le document à l'avis ou à la réponse, le dépose auprès du secrétaire et en signifie copie à chacune des autres parties.

(6) Sauf directive contraire du Tribunal, la décision ou l'ordonnance concernant l'avis de requête est rendue par écrit.

(7) Par dérogation aux paragraphes (2) à (5), l'avis de requête qui a trait à une question dont la partie n'a pas eu connaissance avant le commencement de l'audience peut être donné oralement à l'audience; en pareil cas, le Tribunal statue sur la requête selon la procédure qu'il détermine.

Procédure sans audience

25. (1) Lorsque, dans le cadre d'une affaire, une audience n'est pas requise et que le Tribunal se propose de ne pas en tenir, ce dernier peut, selon le cas :

- a) statuer sur l'affaire sur la foi des documents écrits à sa disposition;
- b) exiger de toute partie la production de renseignements complémentaires;
- c) inviter toute partie ou personne qui peut avoir un intérêt dans l'affaire à présenter des exposés et donner des directives sur la marche à suivre.

(2) Lorsque le Tribunal se propose de ne pas tenir d'audience, il fait publier un avis public informant de son intention les parties et les personnes qui ont un intérêt dans la procédure et les invitant à présenter des exposés sur la nécessité de tenir une audience.

(3) Lorsque le Tribunal invite les parties et les personnes qui ont un intérêt dans la procédure à présenter des exposés, il leur donne la possibilité de prendre connaissance des exposés des autres parties et ceux des autres personnes et de déposer une réponse.

(4) Les exposés des parties et des personnes qui ont un intérêt sont déposés auprès du secrétaire et signifiés à chacune des autres parties.

(5) Le Tribunal peut, même s'il a invité les intéressés à présenter des exposés conformément au présent article, décider de statuer sur l'affaire en tenant une audience.

Ajournement et remise d'audience

26. (1) Le Tribunal peut en tout temps au cours d'une audience, de son propre chef ou à la demande d'une partie, ajourner l'audience aux conditions appropriées.

(2) Le Tribunal peut remettre l'audience :

- a) soit de son propre chef pour n'importe quelle raison;
- b) soit à la demande d'une partie présentée au Tribunal au moins 10 jours avant la date fixée pour le commencement de l'audience, si les autres parties y consentent ou s'il est opportun de retarder l'audience jusqu'à ce que le Tribunal ou un autre tribunal canadien ait rendu sa décision dans une affaire identique ou semblable.

Communications

27. Quiconque désire communiquer avec le Tribunal, obtenir des renseignements sur la procédure suivie par lui ou examiner des documents ou des pièces qui lui ont été fournis en fait la demande au secrétaire.

Décisions, ordonnances ou conclusions du Tribunal

28. (1) Dès que le Tribunal fait une déclaration ou rend une décision, une ordonnance, des conclusions ou toute autre décision définitive dans une procédure, le secrétaire en envoie copie, par porteur ou par courrier recommandé, à chaque personne qui est partie à la procédure et aux personnes qui ont reçu un avis d'ouverture d'enquête, un avis de réexamen, un avis de demande de décision, un avis d'enquête ou tout autre avis introductif de procédure.

(2) Dès que le Tribunal fait une déclaration ou rend une décision, une ordonnance, des conclusions ou toute autre décision définitive dans une procédure, le secrétaire en fait publier un avis dans la *Gazette du Canada*.

Inobservation

29. Le Tribunal peut, lorsqu'une partie à une procédure ne se conforme pas aux présentes règles ou à une ordonnance ou une directive du Tribunal, prendre l'une ou l'autre des mesures suivantes :

- a) suspendre la procédure jusqu'à ce qu'il soit convaincu du respect des règles, de l'ordonnance ou de la directive;
- b) rendre l'ordonnance qu'il juge indiquée.

PARTIE XI

ENQUÊTES SUR LES PLAINTES RELATIVES AUX MARCHÉS PUBLICS DÉPOSÉES PAR LES FOURNISSEURS POTENTIELS

Définitions

93. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

« envoyer » Dans le cas d'un document, d'un renseignement ou d'un avis, transmettre par porteur ou courrier recommandé ou par télécopieur ou tout autre moyen électronique pouvant fournir au destinataire une copie imprimée du document, du renseignement ou de l'avis à son point de destination. (*send*)

« jour ouvrable » Jour qui n'est ni un samedi ni un congé férié. (*working day*)

Application

94. La présente partie s'applique aux enquêtes sur les plaintes déposées par les fournisseurs potentiels aux termes du paragraphe 30.11(1) de la Loi.

Calcul des délais

95. Pour l'application de la présente partie, dans le cas de tout délai de huit jours ou moins, les jours qui ne sont pas des jours ouvrables ne comptent pas.

Date de dépôt de la plainte

96. (1) La plainte est considérée avoir été déposée :

a) soit à la date où le Tribunal la reçoit;

b) soit, dans le cas d'une plainte non conforme au paragraphe 30.11(2) de la Loi, à la date à laquelle le Tribunal reçoit les renseignements relatifs aux points à corriger pour rendre la plainte conforme à ce paragraphe.

(2) Le paragraphe 12(6) ne s'applique pas au présent article.

Avis de réception de la plainte

97. À la réception d'une plainte par le Tribunal, le secrétaire envoie sans délai au plaignant un avis écrit de réception de la plainte.

Avis de dépôt d'une plainte

98. Lorsque le Tribunal détermine que la plainte est conforme au paragraphe 30.11(2) de la Loi, le secrétaire envoie sans délai un avis écrit de dépôt de la plainte au plaignant, à l'institution fédérale et à toute autre partie que le Tribunal juge intéressée.

Plainte non conforme

99. (1) Lorsque le Tribunal détermine que la plainte n'est pas conforme au paragraphe 30.11(2) de la Loi, le secrétaire envoie sans délai au plaignant un avis écrit qui précise les points à corriger, ainsi que les mesures à prendre et le délai imparti à cet effet.

(2) Lorsque les mesures correctives visées au paragraphe (1) ont été prises et que le Tribunal détermine que la plainte est conforme au paragraphe 30.11(2) de la Loi, le secrétaire envoie sans délai un avis écrit de dépôt de la plainte au plaignant, à l'institution fédérale et à toute autre partie que le Tribunal juge intéressée.

Transmission de la plainte

100. (1) Le secrétaire envoie une copie de la plainte à la personne désignée dans l'appel d'offres par l'institution fédérale pour recevoir les plaintes relatives au marché public passé.

(2) Lorsqu'aucune personne n'a été désignée dans l'appel d'offres pour recevoir les plaintes, le secrétaire envoie les documents visés au paragraphe (1) aux personnes suivantes :

- a) dans le cas d'une institution fédérale qui est un ministère ou un département d'État, l'administrateur général;
- b) dans tout autre cas, le premier dirigeant de l'organisme concerné.

Avis d'enquête

101. Lorsque le Tribunal décide de mener une enquête, le secrétaire envoie sans délai un avis écrit au plaignant, à l'institution fédérale ainsi qu'à toute autre partie que le Tribunal juge intéressée.

Échange de renseignements

102. (1) Dans le cas de l'adjudication d'un contrat spécifique faisant l'objet d'une plainte, l'institution fédérale envoie sans délai, sur réception de la plainte, un avis écrit au Tribunal indiquant :

- a) les nom et adresse de l'adjudicataire;
- b) le nom du représentant de l'adjudicataire, si l'institution le connaît.

(2) Le secrétaire envoie sans délai une copie de la plainte à l'adjudicataire visé au paragraphe (1).

(3) Sous réserve de l'article 16, le secrétaire envoie sans délai à l'institution fédérale, au plaignant et aux intervenants une copie de tout document que le Tribunal a reçu de l'adjudicataire visé au paragraphe (1).

Rapport de l'institution fédérale

103. (1) Sous réserve du paragraphe 107(5), l'institution fédérale dépose un rapport auprès du Tribunal au plus tard 25 jours suivant la date de réception des documents visés à l'article 100.

(2) Le rapport visé au paragraphe (1) comprend une copie des documents suivants :

- a) la plainte;
- b) l'appel d'offres, y compris le devis ou les parties de celui-ci qui se rapportent à la plainte;
- c) les autres documents pertinents;
- d) un énoncé renfermant les conclusions, les mesures et les recommandations de l'institution fédérale ainsi qu'une réponse à chaque allégation contenue dans la plainte;
- e) tout autre élément de preuve ou renseignement qui peut s'avérer nécessaire au règlement de la plainte.

(3) Dès la réception du rapport, le secrétaire :

- a) envoie au plaignant une copie de la déclaration visée à l'alinéa (2)d) et des documents visés à l'alinéa (2)c), sauf ceux qu'il n'est pas par ailleurs habilité à recevoir;
- b) met à la disposition de tous les intervenants une copie des documents visés à l'alinéa a).

(4) L'institution fédérale peut, dans le délai visé au paragraphe (1), demander par écrit au Tribunal, avec motifs à l'appui, une prorogation de ce délai.

(5) Le Tribunal établit par écrit si les circonstances entourant la plainte justifient la prorogation du délai prévu pour la présentation du rapport et, le cas échéant, fixe un nouveau délai.

Présentation des observations sur le rapport de l'institution fédérale

104. (1) Sous réserve du paragraphe 107(5), dans les sept jours suivant la date de l'envoi par le Tribunal de la copie de la déclaration au plaignant conformément au paragraphe 103(3), le plaignant dépose auprès du Tribunal ses observations concernant cette déclaration ou lui demande de régler la plainte en fonction du dossier existant.

(2) Dès la réception des observations du plaignant, le Tribunal en envoie une copie à l'institution fédérale et à tous les intervenants.

(3) Le Tribunal peut proroger le délai prévu au paragraphe (1) si le plaignant lui en fait la demande dans ce délai et si les circonstances entourant la plainte le justifient.

Audience

105. (1) Le Tribunal peut, de sa propre initiative ou à la demande du plaignant, tenir une audience visant à déterminer le bien-fondé d'une plainte.

(2) La demande d'audience est soumise le plus tôt possible au cours de la procédure de plainte.

(3) Le Tribunal fixe les date, heure et lieu de l'audience, et le secrétaire en envoie un avis à toutes les parties.

(4) L'audience est tenue au plus tôt sept jours après la date de présentation au Tribunal du rapport de l'institution fédérale.

(5) Le plaignant, l'institution fédérale et les intervenants peuvent, à l'audience, déposer auprès du Tribunal leurs observations au sujet de la plainte.

(6) Le Tribunal peut exiger la tenue d'une audience à tout moment au cours de la procédure de plainte, s'il le juge nécessaire pour clarifier les questions importantes.

106. (1) À l'audience, les parties peuvent comparaître en personne ou se faire représenter par un avocat ou une autre personne.

(2) Sous réserve du paragraphe (3), les audiences du Tribunal sont publiques.

(3) Le Tribunal peut, de sa propre initiative, tenir une audience à huis clos ou il peut en tenir une à la demande d'une partie à la plainte si celle-ci démontre que les circonstances de la passation du marché public le justifient.

(4) Seules les personnes visées à l'article 23 peuvent assister à une audience à huis clos.

(5) Le paragraphe 25(2) ne s'applique pas à la présente partie.

Procédure expéditive

107. (1) Si le plaignant, l'institution fédérale ou tout intervenant demande le règlement rapide de la plainte, le Tribunal examine la possibilité d'appliquer la procédure expéditive prévue au paragraphe (5).

(2) Le Tribunal peut appliquer la procédure expéditive aux plaintes qui peuvent être réglées dans un délai de 45 jours suivant la date de leur dépôt.

(3) La demande d'application de la procédure expéditive est présentée par écrit au secrétaire dans les trois jours suivant la date du dépôt de la plainte.

(4) Le Tribunal décide de l'application de la procédure expéditive dans les deux jours suivant la date de réception de la demande et avise de sa décision le plaignant, l'institution fédérale et les intervenants.

(5) Les délais prévus par la présente partie pour le dépôt de documents ne s'appliquent pas à la procédure expéditive, qui est la suivante :

- a) l'institution fédérale dépose auprès du Tribunal un rapport sur la plainte comprenant les documents visés au paragraphe 103(2) dans les 10 jours suivant la date où elle est avisée de la décision d'appliquer la procédure expéditive;
- b) à la réception du rapport, le secrétaire envoie sans délai au plaignant une copie des documents visés à l'alinéa 103(3)a) et en met une copie à la disposition de tous les intervenants;
- c) dans les cinq jours suivant la date de l'envoi par le secrétaire de la déclaration visée à l'alinéa 103(2)d), le plaignant et tout intervenant déposent auprès du Tribunal leurs observations concernant cette déclaration ou lui demandent de régler la plainte en fonction du dossier existant;
- d) à la réception des observations visées à l'alinéa c), le secrétaire sans délai envoie une copie à l'institution fédérale et aux intervenants;
- e) le Tribunal rend sa décision dans les 45 jours suivant la date du dépôt de la plainte.

Signification des documents

108. Lorsque dans le cadre d'une procédure visée par la présente partie, un document doit être signifié aux termes des présentes règles le secrétaire effectue la signification.

CONTESTATION DES OFFRES	
CALENDRIER D'UNE ENQUÊTE DE 90 JOURS	
JOUR*	MESURE
1	Le Tribunal juge que la plainte satisfait aux critères régissant le dépôt des plaintes. Avis de dépôt envoyé aux parties.
6	Plainte acceptée pour examen.
8 - 12	Avis d'enquête publié dans la <i>Gazette du Canada</i> et <i>Marchés publics</i> .
25	Rapport de l'institution fédérale reçu par le Tribunal. Expédié aux parties pour leurs commentaires.
32	Commentaires des parties sur le rapport de l'institution fédérale envoyés au Tribunal et expédiés aux parties.
40 - 55	Rapport d'investigation du personnel déposé au dossier et envoyé à toutes les parties pour leurs commentaires.
60	Commentaires sur le rapport d'investigation du personnel reçus par le Tribunal.
62	Envoi du dossier au Tribunal pour décision sans audience.
75	Conférence préparatoire à l'audience et audience, selon le cas.
90	Décision du Tribunal dans la langue du plaignant.

* Les jours sont approximatifs.

CONTESTATION DES OFFRES	
CALENDRIER D'UNE ENQUÊTE DE 45 JOURS (PROCÉDURE EXPÉDITIVE)	
JOUR*	MESURE
1	Le Tribunal juge que la plainte satisfait aux critères régissant le dépôt des plaintes. Avis de dépôt envoyé aux parties.
4	Demande de procédure expéditive présentée par les parties.
6	Plainte acceptée pour examen. Demande de procédure expéditive accordée et parties avisées.
8 - 12	Avis d'enquête publié dans la <i>Gazette du Canada</i> et <i>Marchés publics</i> .
16	Rapport de l'institution fédérale reçu par le Tribunal. Expédié aux parties pour leurs commentaires.
21	Commentaires des parties sur le rapport de l'institution fédérale envoyés au Tribunal et expédiés aux parties.
30	Rapport d'investigation du personnel déposé au dossier et envoyé à toutes les parties pour leurs commentaires.
33 - 35	Commentaires sur le rapport d'investigation du personnel reçus par le Tribunal.
37	Envoi du dossier au Tribunal pour décision sans audience.
ou 30 - 35	Conférence préparatoire à l'audience et audience, selon le cas.
45	Décision du Tribunal dans la langue du plaignant.

* Les jours sont approximatifs.

LISTE DE CONTRÔLE

CORDONNÉES DU PLAIGNANT

- Raison sociale
- Adresse
- Numéro de téléphone
- Numéro de télécopieur
- Adresse de la personne contact ou du représentant

RENSEIGNEMENTS SUR LE CONTRAT SPÉCIFIQUE

- Numéro de l'appel d'offres ou du dossier
- Numéro du contrat
- Valeur estimative
- Produit ou service faisant l'objet de la demande
- Code de la classification fédérale des approvisionnements (CFA), si connu

COORDONNÉES DE L'INSTITUTION FÉDÉRALE

ÉLÉMENTS DE LA PLAINTÉ

Déclaration de la plainte

- tous les événements et les faits à l'appui de la plainte
- délais et dates pertinents
- dispositions de l'AMP, de l'ACI ou de l'ALÉNA qui ont été enfreintes

Déclaration concernant la nature de la réparation demandée

- coûts
- disposition de l'appel d'offres

Inclusion de tous les renseignements et documents pertinents

- demande de propositions ou description des travaux
- correspondance
- dossier des communications